



Séance du 15 octobre à 15h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination de Marc Aicardi de Saint-Paul et Jean du Bois de Gaudusson

Les défis démocratiques à l'épreuve des crises du 21^{ème} siècle

La démocratie occidentale face aux dangers qui la menacent

Marc Aicardi de Saint-Paul, 5^{ème} section

Nous ne reviendrons pas sur la philosophie et les origines même de Démocratie qui a évolué au fil des âges et reflète des réalités multiples selon les pays. Nous nous concentrerons ici sur les Démocraties occidentales, qui ont tenté et essayent encore, d'imposer leur modèle à la planète entière, avec des échecs de plus en plus patents. Elles sont caractérisées par l'Etat de droit, auquel se soumet la puissance publique, les droits individuels, les libertés fondamentales garanties par la Constitution et l'économie de marché.

Entrons maintenant dans le vif du sujet, à savoir, quels sont les dangers qui menacent les démocraties libérales en ce début de XXI^e siècle. Même si nous devons passer pour des pessimistes invétérés, nous remarquons que le club des véritables Etats démocratiques a plutôt tendance à diminuer, surtout si un prisme déformant nous fait considérer la Pologne ou la Hongrie comme des démocraties « illibérales » ou des « démocraties », termes choisis à dessein pour des raisons idéologiques partisans.

A l'évidence, les dangers qui menacent notre modèle démocratique sont à la fois exogènes et endogènes. Il est certes essentiel et plus aisé de désigner l'adversaire ou l'ennemi en dehors du « monde libre » ; il est cependant au moins aussi important d'examiner les causes du déclin de l'Occident et de son modèle, à l'intérieur même de nos sociétés.

Force est de constater que les démocraties sont confrontées à

I Un étranger de plus en plus hostile

Contrairement à Xi Jinping, Vladimir Poutine, Tayip Erdogan, Ali Khameney ou Kim Jong Un, rares sont les leaders des grandes démocraties à avoir nommément désigné l'ennemi, à part les Etats-Unis. De façon générale, les autres démocraties occidentales évaluent leurs potentiels adversaires en termes plus nuancés de peur de subir les foudres des Etats non démocratiques, autoritaires ou dictatoriaux.

Depuis une vingtaine d'années, le danger pour les démocraties ne provient pas uniquement d'Etats, car des menaces nouvelles, plus difficiles à cerner, sont apparues. La principale d'entre elles est représentée par les intégrismes religieux, parfois aggravés par un nationalisme exacerbé.

A/ La République populaire de Chine est sans doute à terme, le péril le plus sérieux auquel les démocraties occidentales ont à faire face. Les Etats-Unis ne s'y sont pas trompés : en



décembre 2020, John Ratcliffe alors chef du renseignement déclarait : (La Chine est) « la plus grande menace pour la démocratie et la liberté dans le monde ». Et aujourd'hui, Joe Biden ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare que les Droits de l'homme seront pour lui un sujet prioritaire.

Non seulement la Chine est un Etat communiste, mais elle constitue un Empire doté d'ambitions planétaires, au plan militaire, économique et de modèle de société. Il nous semble inutile de développer ici plus en détails les atouts dont elle dispose pour conquérir le monde et nous prendrons ici le cas de l'Afrique.

Il suffit de rappeler que le continent africain est devenu une cible de choix pour un pays en permanence à la recherche de matières premières, de terres agricoles et de projets d'infrastructures illustrés par la « Road And Belt Initiative », auquel adhèrent 46 pays du continent. Nous nous contenterons de donner ici quelques chiffres : le déficit commercial entre l'Afrique et la Chine a triplé en un an, passant de 5,6 Milliards de dollars en 2018, à 17,7 en 2019. Quant à la dette africaine envers la Chine, elle se situe entre 145 et 170 Milliards de dollars et étouffe littéralement bon nombre de pays africains, menaçant ainsi leur marche déjà fragile vers la démocratie. Mais l'influence de la Chine en Afrique dépasse le cadre purement économique, puisque son aide et ses relations commerciales n'obéissent pas aux critères démocratiques imposés par les Etats démocratiques. Le régime zimbabwéen de Robert Mugabe, qui réussit à échapper aux embargos dont il était frappé en est l'exemple ultime.

Grâce à l'aide du frère soviétique, puis des Américains, trop contents d'affaiblir l'URSS en effectuant des transferts de technologie, tout au moins jusqu'au massacre de Tian'anmen en 1989, la Chine a pu progresser dans tous les domaines et devenir la seconde puissance mondiale.

Nostalgique de son glorieux passé, soucieuse de laver l'affront des traités inégaux, encouragée par ses succès économiques incontestables, elle ne se contente pas de bâtir un Empire pouvant rivaliser avec les Etats-Unis et ses alliés. Elle a pour ambition de créer un contre modèle de société qui ne devrait plus rien à l'Occident. D'où le projet d'élaborer un modèle *ex nihilo*, susceptible d'être adopté par la terre entière.

Cette idée de « Nouvelle démocratie » est issue d'un courant de pensée né dans les années 1990 au sein de la Nouvelle Gauche chinoise, hostile aux réformes de marché et aux inégalités sociales de plus en plus criantes. Cette voie vers une modernité purement chinoise emprunte une partie de ses thèmes au maoïsme et a été théorisée par le politologue chinois Wang Shaoguang, formé à l'Université de Cornell, puis enseignant à Yale de 1990 à 2000. La pierre angulaire de son projet est un système de représentation non consacrée par l'élection, ce qui en ferait un modèle alternatif à la démocratie occidentale et se situe dans la droite ligne des nouvelles ambitions de Xi Jinping.

Ainsi la Chine incarnerait un type de représentation efficace qui mobiliserait tout le peuple chinois dans un grand élan patriotique. C'est en partie ce nouveau projet, complété par un nationalisme exacerbé qui explique la reprise en main politique de Hong Kong et les tentatives d'intimidation à l'égard de Taïwan. Cependant la réalisation de ce rêve, dépend de trois conditions : l'économie doit continuer à fonctionner à plein régime, les inégalités de richesses



doivent se réduire drastiquement et ne pas mésestimer la réaction des Etats-Unis en cas d'invasion de Formose.

L'Amérique tente bien d'endiguer la puissance de son grand rival par un nouveau « containment », nous l'avons d'ailleurs évoqué lors de la dernière séance consacrée à la région Pacifique.

La Chine n'est pas non plus en reste, car elle a déjà allumé des contrefeux. Grâce à une diplomatie agressive d'entrisme, elle est devenue un acteur important au sein de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et de l'ONU, dont l'OMS et la FAO. Elle a également conclu en novembre dernier un accord commercial régional avec 14 pays dont le Japon, la Corée du Sud et l'Australie. Xi Jinping a même laissé entendre qu'il pourrait adhérer à l'« Accord de partenariat transpacifique global et progressiste » (PTPGP) qui regroupe onze pays d'Asie et d'Océanie. C'est dire que la rivalité entre les démocraties libérales et le régime communiste ne fait que croître. D'ailleurs, le Secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken ne pouvait que se livrer au constat selon lequel : « Le monde est divisé en deux : les techno-démocraties et les techno-autocraties. Les techno-démocraties n'ont pas vraiment réussi à s'organiser entre elles ».

La Russie est également considérée à raison comme un pays hostile aux démocraties occidentales, mais son pouvoir de nuisance est plus lié à ses capacités militaires, qu'à une quelconque tentative de déstabiliser l'Occident, si ce n'est peut-être, par des actions de désinformation, d'intrusion de centres informatiques vitaux ou par des campagnes de trolls.

B/ Les intégrismes religieux, tout au moins certains d'entre eux, peuvent constituer, à des degrés divers, un danger pour nos démocraties. Nous ne considérons pas que seule la mouvance islamiste, qui est d'ailleurs très diverses selon les pays, soit la seule à pouvoir saper les fondements des démocraties. La prise de conscience par les populations occidentales du phénomène qualifié de « terrorisme islamique », remonte aux attentats du 11 septembre 2001 et atteint son paroxysme avec la victoire sans appel des Talibans il y a quelques semaines ; sans compter la surenchère récente de l'Etat islamique dans ce pays. Bien entendu, la montée en puissance de ce rigorisme musulman n'est pas nouvelle. Les historiens pourraient le faire remonter aux croisades, mais il s'agissait alors de guerres entre armées constituées, pour défendre des lieux saints. A l'époque contemporaine, la justification des guerres dites de libération dans les pays arabes ont souvent été menées au nom du Djihad, même si le nationalisme et le marxisme se cachaient derrière cette bannière.

Une grande partie du ressentiment anti occidental des musulmans provient, tout comme pour la Chine, de l'obsession de laver l'affront de la colonisation, de l'occupation et de l'imposition d'un système de valeur qui leur est étranger. Et il faut bien reconnaître que les politiques erratiques et contreproductives du leader du « monde libre » et de ses alliés n'ont fait qu'alimenter cette rancœur. Nous faisons là référence aux approches souvent contradictoires des présidences américaines. La politique étrangère de George W. Bush vis-à-vis du Moyen Orient était inspiré par les néoconservateurs, situés historiquement à gauche, mais qui se sont rapprochés de la droite afin d'imposer la démocratie par les armes. Les effets de l'intervention des USA en Irak destinée à se débarrasser de Saddam Hussein sous un prétexte fallacieux, se



font encore sentir aujourd'hui. Barack Obama, qui prétendait se distancier de cette politique va-t-en guerre opéra un revirement en 2010, à l'occasion des Printemps arabes, en prenant en compte les droits de l'homme ; mais il n'hésita pas à sous-traiter aux Français et aux Britanniques le renversement de Kadhafi en Libye et à intervenir en Syrie avec ses alliés, au nom du droit d'ingérence. Donald Trump, quant à lui, marqua peu d'intérêt pour ce messianisme visant à l'universalisme de la démocratie. Il se rapprocha de pays autoritaires comme l'Egypte, et conforta ses alliances avec les monarchies du Golfe. Enfin, Joe Biden, ne fit que poursuivre le désengagement américain d'Afghanistan, mais de façon erratique. On peut y ajouter l'échec du durcissement de la politique d'embargo à l'encontre de l'Iran en août 2020.

D'autres pays s'éloignent de plus en plus des valeurs véhiculées par la démocratie : **la Turquie** pourtant membre de l'OTAN est dirigée d'une main de fer par un régime qui combine à la fois rigorisme religieux et nationalisme. **L'Inde**, pourtant longtemps considérée, comme la plus grande démocratie du monde, connaît une évolution autoritaire de son régime, que l'on peut qualifier de nationaliste indou.

Nous pourrions également mentionner la **Pologne** où l'emprise excessive de l'Eglise catholique, conjuguée avec un nationalisme exacerbé se distingue des autres pays européens.

Nous venons de passer en revue les dangers que font courir à la démocratie libérale des pays qui n'en partagent pas ou plus les valeurs. Il est temps d'aborder maintenant, plus brièvement, ce qu'il convient d'appeler :

II/ La fatigue de l'Occident

Nous nous poserons la question de savoir dans quelle mesure les démocraties contribuent elles-mêmes à leur propre affaiblissement, voire à terme à leur disparition par le biais de deux facteurs :

Le premier est :

A/ Un interventionnisme contreproductif

En effet, nous assistons à l'accélération du déclin de l'Occident qui subit échec sur échec et fait de plus en plus figure de repoussoir aux yeux de ses détracteurs.

Pourtant à la fin du XXe siècle, l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, incitaient à l'optimisme. Seuls quelques esprits chagrins faisaient preuve de réserves quant à l'universalisme du modèle occidental.

C'est ainsi que deux académiques américains élaborèrent des thèses opposées : Yoshihiro Francis Fukuyama, dans le droit fil du libéralisme classique converti au néolibéralisme, explicita sa pensée dans « La fin de l'histoire et le dernier homme ». Selon lui, la démocratie libérale deviendrait le modèle universel et incontestable, mais cette illusion fut de courte durée, démentie par les guerres de Yougoslavie et les attentats du 11 septembre. La doctrine Bush, qu'il inspira et la crise financière de 2008 vont mettre à mal ses certitudes. L'exemple récent de la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan en est la dernière péripétie.

A l'opposé de cette vision idyllique et quelque peu naïve, Samuel Huntington qui a exposé ses théories dans son ouvrage alors controversé intitulé : « Le choc des civilisations » dont le titre



en anglais était plus explicite : « The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order », paru en 1996, décrivait un nouveau modèle de fonctionnement des relations internationales après l'effondrement de l'URSS. Mais contrairement à son collègue Fukuyama, Huntington proposait une géopolitique d'un monde multipolaire fondée sur des antagonismes culturels, qu'il nomme « civilisationnels » et non idéologiques. D'ailleurs, il ne prétendait aucunement que sa théorie aurait une durée dépassant les premières décennies du XXI^e siècle. Pour être tout à fait complet, il convient d'ajouter que Fukuyama, dans son ouvrage « The Demand for Dignity And The Politics of Resentment » de 2018, a réévalué son rêve de Démocratie planétaire, contrarié selon lui par les populistes et les nationalistes, dont Donald Trump était l'archétype.

On pourra sans doute nous objecter, que le panorama retracé ici à grands traits relève essentiellement d'un antagonisme entre deux courants de pensée américains. Or, le « monde libre » repose essentiellement sur la puissance étatsunienne, tant dans le domaine militaire, qu'économique et diplomatique. Malgré les nombreuses erreurs stratégiques commises par les dirigeants des USA, les avancées ou les reculades de la démocratie sur la planète dépendent de ce qui se décide à Washington, les autres pays servant au mieux de « partenaires », en réalité de faire-valoir ou de supplétifs. L'Europe qui a prospéré sous le parapluie nucléaire américain, aurait peut-être pu tenter de devenir une puissance, dotée à la fois du « soft power » et du « hard power ». Mais malheureusement, ses dissensions internes et la pression de l'allié américain ont rendu ce rêve quasi impossible.

B/ (Je voudrais maintenant rapidement évoquer) Le délitement de certaines valeurs démocratiques dans les sociétés occidentales en passant en revue les facteurs qui ont conduit à cette situation.

Depuis 70 ans, les sociétés occidentales ont globalement connu une montée progressive de l'**individualisme**. Les « Trente glorieuses » et les débuts de la société de consommation, y ont également contribué. Ce phénomène s'est déroulé grâce à l'alliance objective du monde des affaires que l'on appelait jadis le « grand capital » et des dirigeants des pays démocratiques, toutes tendances confondues, chacun y trouvant son intérêt. La segmentation de la population en « marchés » selon la classe sociale et même l'origine ethnique par les capitalistes ou en « catégories d'électeurs » par les politiques, ont fortement contribué à la quasi disparition de la Nation en tant que groupe homogène aspirant à un avenir commun.

Avec l'effondrement du communisme soviétique, l'Occident a pensé à tort que la **liberté**, celle d'aller et venir, d'entreprendre, était devenue une valeur cardinale universelle, indépendamment des différences de cultures et des contextes locaux. Ce nouvel impérialisme a cru s'imposer de lui-même et a commencé à dévoyer l'essence même de la démocratie, par l'introduction de chamboulements sociétaux émanant de groupes de pression numériquement minoritaires, mais devenus prescripteurs de nouveaux standards moraux. La « cancel culture » importée des Etats-Unis est d'ailleurs la dernière manifestation de cette régression démocratique et civilisationnelle qui contribue à fracturer nos sociétés.

L'égalitarisme, plus prononcé dans notre pays qu'ailleurs, a fait perdre la notion de l'effort et se traduit par des revendications permanentes mettant en péril le dynamisme et la bonne marche de nos sociétés, pour les jeter dans les bras de populistes de tous bords.



Enfin, la **déchristianisation**, dans certains pays occidentaux comme la France obsédée par la laïcité, ainsi que l'accroissement significatif d'une population de religions et de traditions diverses, a également entraîné une hostilité grandissante de certains groupes allogènes envers notre modèle de démocratie.

Que conclure après une analyse si peu optimiste quant à la pérennité de nos sociétés démocratiques occidentales et leur propension à devenir la norme mondiale ? Nôtre modèle est-il encore adapté au monde d'aujourd'hui ? Les dangers qui le menacent sont-ils plutôt exogènes, endogènes ou les deux ? Comment endiguer les attaques dont il est la cible et qui risqueraient de le faire disparaître ? L'attrait pour des régimes plus directifs supposés plus efficaces n'est-il pas une chimère ? Les équilibres du monde nous permettront-ils dans un futur plus ou moins proche de décider librement dans quelle société nous voulons vivre ? Les questions sont posées et mériteraient une séance entière. C'est pourquoi je ne me hasarderai pas à vous livrer mon intime conviction, ce qui serait d'ailleurs hors de propos dans une académie.